



AFRIQUE Capital Humain

SOMMETS DES CHEFS D'ETAT

Série de notes techniques sur le capital humain en Afrique

Investir tôt, investir de manière avisée : Développement de la petite enfance, gage de la prospérité future de l'Afrique

Juillet 2023

MESSAGES CLES

- Les premières années de vie de l'enfant constituent une période critique de son développement au cours de laquelle les bases de sa réussite future sont posées. La croissance du cerveau se produit à plus de 90 % pendant les cinq premières années de la vie de l'enfant.
- Investir dans la petite enfance apparaît comme un des moyens les plus judicieux et les plus avantageux que les pays puissent mettre en œuvre pour développer le capital humain, avec des taux de rendement particulièrement élevés. Il est démontré à travers le monde que les pays qui investissent dans le développement de la petite enfance engrangent plusieurs retombées positives, y compris notamment une amélioration de la situation sanitaire et nutritionnelle, des résultats en matière d'éducation, de meilleures opportunités d'emploi et un potentiel plus élevé de revenus. Il ressort de nombreuses études réalisées que les programmes d'éducation de qualité en faveur de la petite enfance portent rapidement des fruits — en plus des résultats à plus long terme — tels que la réduction des taux de redoublement et de décrochage scolaire et une intensification du rythme d'acquisition des connaissances dans les premières années de l'enseignement primaire.¹
- Ces avantages ont des répercussions qui vont au-delà de la vie des individus en ce qu'ils contribuent à stopper la transmission intergénérationnelle de la pauvreté, à mesure que les enfants se transforment en adultes plus productifs et fondent leur propre famille. Une étude de référence réalisée en Jamaïque a révélé que les personnes qui avaient bénéficié d'un programme de nutrition et de stimulation dans leur enfance avaient un revenu 25 % supérieur à celui de leurs pairs deux décennies plus tard (Gertler et al. 2014). Une enquête récente menée auprès d'adultes dans 12 pays à revenu faible et intermédiaire a révélé que ceux qui avaient bénéficié de services de garde d'enfants et/ou d'éducation de la petite enfance restaient à l'école en moyenne 0,9 an de plus et étaient susceptibles d'occuper des emplois plus qualifiés, en tenant compte des antécédents familiaux et d'autres facteurs (Shafiq, Devercelli et Valerio 2018).
- L'amélioration de l'accès aux services de garde d'enfants peut stimuler la croissance économique et sociale et être bénéfique pour tous, avec des effets immédiats sur la participation des femmes au marché du travail, le bien-être des familles, le développement des enfants, la productivité des entreprises et la croissance économique.
- Le moment est venu d'investir et les solutions qui s'offrent sont claires. La prévention et le traitement de la malnutrition sont peu coûteux et les systèmes nécessaires existent dans la plupart des pays. Tous les acteurs clés doivent œuvrer ensemble à l'optimisation des résultats en matière de nutrition. L'accès relativement faible à l'enseignement préprimaire offre aux pays une occasion unique d'investir maintenant de manière stratégique dans l'éducation de la petite enfance et d'élargir l'accès à des programmes de qualité, en évitant les problèmes auxquels de nombreux systèmes d'éducation de base ont été confrontés au cours de la dernière décennie.
- Des progrès sont possibles : Le Sénégal a réduit de moitié le taux de retard de croissance au cours des 15 dernières années et au Kenya le nombre d'inscriptions dans l'enseignement préprimaire a doublé au cours des 15 dernières années.

¹ Gertler et al. 2014 ; Heckman et Masterov 2007 ; Engle et al. 2011. Pour en savoir plus : <https://heckmanequation.org/>

Investir tôt, investir de manière avisée : Développement de la petite enfance, gage de la prospérité future de l'Afrique

ENJEUX DU DEVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE POUR L'AFRIQUE :

Les défis de l'Afrique en matière de capital humain commencent tôt, bien avant même la naissance de l'enfant. La malnutrition, l'accès limité aux soins de santé, les taux élevés de pauvreté et le peu d'opportunités d'apprentissage formel à domicile sont autant de facteurs qui se conjuguent pour causer de multiples désavantages à un nombre bien trop élevé de jeunes enfants en Afrique subsaharienne. Cette absence d'investissement dès le plus jeune âge entraîne de profondes répercussions sur le parcours de vie des individus et sur la performance d'un pays dans son ensemble.

La malnutrition, en particulier le retard de croissance, a des conséquences sanitaires et cognitives tout au long de la vie. La malnutrition est cause sous-jacente de 45 % de la mortalité infantile dans le monde, et le changement climatique ainsi que les conflits prolongés aggravent encore plus la vulnérabilité des enfants. Le retard de croissance est une affection chronique qui entrave le développement mental et physique de l'enfant. Les enfants qui en souffrent sont également susceptibles de développer des maladies chroniques, de voir leur immunité affaiblie, de réagir moins bien aux vaccins, de connaître une croissance physique plus lente et d'avoir un niveau scolaire, de connaissances, de productivité professionnelle et de revenus nettement plus bas. En revanche, les enfants qui ne souffrent pas de retard de croissance ont 33 % plus de chances d'échapper à la pauvreté une fois devenus adultes. La réduction des retards de croissance peut accroître de 11 % le PIB de l'Afrique.

Le déficit d'investissement dans la petite enfance porte atteinte aux systèmes éducatifs, contribue à la pauvreté des apprentissages et à l'inefficacité et aux déperditions dans les systèmes éducatifs. Lorsque les enfants entament leur scolarité sans la préparation nécessaire pour réussir, ils sont plus susceptibles de redoubler ou d'abandonner l'école et d'apprendre moins au cours de leur parcours scolaire. En revanche, les investissements dans des programmes de qualité en faveur de la petite enfance ont pour effet de réduire les redoublements et les décrochages, d'améliorer l'apprentissage et d'augmenter la durée de scolarisation des enfants. Les gains en termes de revenus tout au long de la vie sont estimés entre 15 et 34 milliards de dollars américains lorsque le taux de scolarisation des enfants en âge préscolaire atteint 50 % dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

Les efforts de développement optimal de la petite enfance sont intrinsèquement liés aux efforts pour l'autonomisation économique des femmes. La réduction des grossesses chez les adolescentes et l'amélioration de l'état de santé et nutritionnel des mères sont essentielles pour garantir à davantage d'enfants de naître en bonne santé et de s'épanouir. La mise à disposition de services de garde d'enfants de qualité et à prix abordable est une mesure essentielle destinée à accroître la participation des femmes au marché du travail, leur productivité et leurs revenus, ce qui crée un cercle vertueux qui leur permet de gagner plus, d'être plus actives et autonomes et d'investir davantage dans l'avenir de leur progéniture.

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

1. Investir dans la santé maternelle et infantile (y compris la santé des adolescentes). La santé et le bien-être des mères sont essentiels pour garantir aux enfants le meilleur départ possible dans la vie.
2. Réduire la malnutrition au moyen d'interventions éprouvées et peu coûteuses (soins prénataux et présence de personnel qualifié pendant l'accouchement, vaccinations des enfants, consultations pédiatriques, suivi et promotion de la croissance, allaitement maternel, iodation du sel, enrichissement des aliments en fer et en micronutriments).
3. Soutenir l'apprentissage précoce à la maison et mobiliser les parents par le biais de programmes tels que Lire à la maison (Read@Home).
4. Investir dans des services de garde d'enfants qui soient de qualité et abordables afin de favoriser leur expansion et la participation des femmes au marché du travail.
5. Veiller à ce que tous les enfants suivent au moins une année d'enseignement préscolaire de qualité et investir dans des solutions communautaires et familiales financièrement abordables afin de promouvoir les possibilités d'apprentissage dès la naissance.
6. Optimiser les systèmes de protection sociale de manière à pouvoir fournir un appui financier et des informations supplémentaires aux familles ayant des enfants en bas âge.

DEFINITION

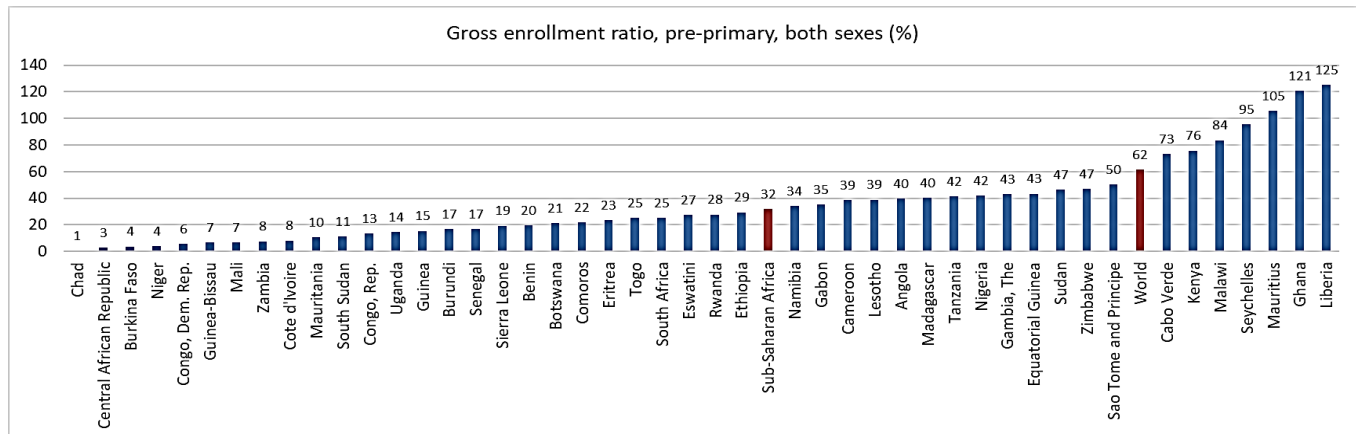
La petite enfance est la période allant de la naissance à huit ans, au cours de laquelle les enfants se développent rapidement dans tous les domaines clés (physique, cognitif, linguistique et socioaffectif). La qualité des soins prodigués pendant cette période — nutrition adéquate, soins de santé, jeux et enseignement préscolaire, protection contre le stress — est vitale pour le développement de l'enfant. Les parents et autres prestataires de soins ont un rôle essentiel à jouer dans la promotion du développement de l'enfant, en plus des efforts déployés par la communauté et les centres. Les investissements en faveur de la petite enfance se rapportent aux trois fonctions catalyseurs des investissements en matière de capital humain et contribuent à renforcer la croissance économique et la résilience, ainsi qu'à réduire les inégalités.

DONNEES PERTINENTES DE MESURE DU SUCCES OU DE L'ECHEC

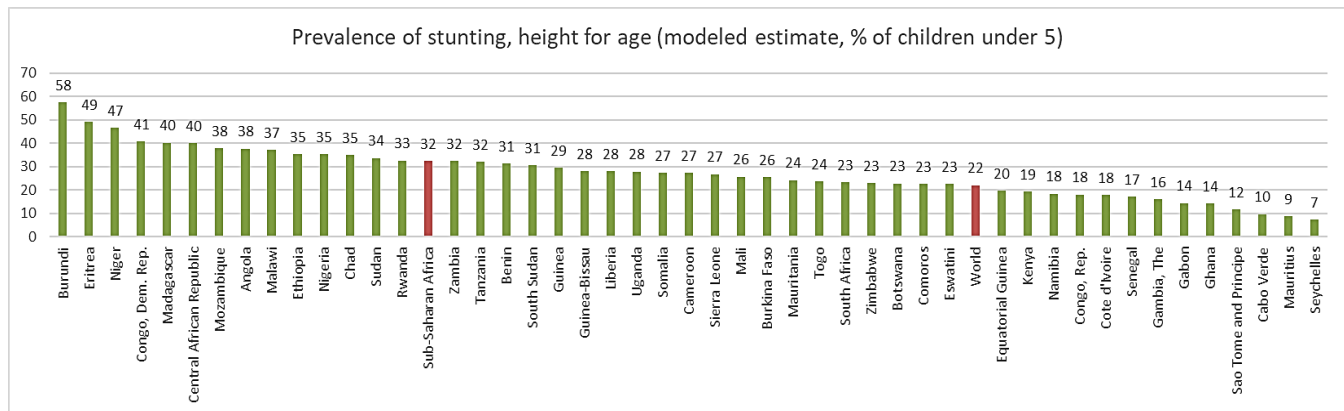
- **Malnutrition** : Un tiers des enfants en Afrique souffrent d'un retard de croissance (contre 22 % dans le monde). La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans varie de 58 % au Burundi à 7 % aux Seychelles.
- **Enseignement préprimaire** : Moins d'un tiers des enfants sur le continent africain (32 %) ont accès à l'enseignement préprimaire (contre 62 % dans le monde). Le taux brut de scolarisation dans l'enseignement préprimaire varie de 1 % au Tchad à 125 % au Liberia. Les dépenses publiques consacrées à l'enseignement préprimaire en Afrique subsaharienne varient de 0 à 0,6 % du PIB et s'élèvent en moyenne à 0,1 % (contre un peu plus de 0,8 % dans les pays de l'OCDE).
- **Pauvreté infantile** : Le pourcentage d'enfants qui vivent dans des ménages dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté national varie de 85 % au Soudan du Sud à 11 % à l'île Maurice. La pauvreté frappe de manière disproportionnée les jeunes enfants, qui sont beaucoup plus susceptibles d'en être victimes que la population dans son ensemble.

Investir tôt, investir de manière avisée : Développement de la petite enfance, gage de la prospérité future de l'Afrique

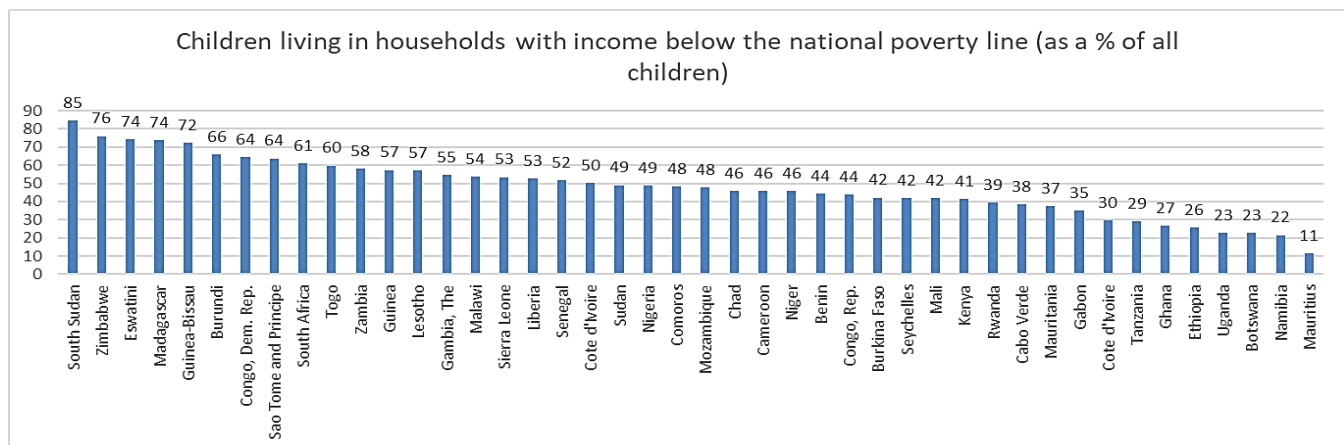
FIGURES



Chiffre clé : –Les dépenses publiques consacrées à l’enseignement préprimaire en Afrique subsaharienne varient de 0 à 0,6 % du PIB et s’élèvent en moyenne à 0,1 %. À titre de comparaison, les pays de l’OCDE affectent en moyenne un peu plus de 0,8 % de leur PIB à l’éducation et à la protection de la petite enfance.



Chiffre clé : Un tiers des enfants de moins de 5 ans en Afrique subsaharienne souffrent d’un retard de croissance (contre 22 % dans le monde). La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans varie de 58 % au Burundi à 7 % aux Seychelles.



Chiffres clés : Le pourcentage d’enfants vivant dans des ménages dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté national varie de 85 % au Soudan du Sud à 11 % à l’île Maurice.



AFRIQUE CAPITAL HUMAIN

SOMMETS DES CHEFS D'ETAT

DAR ES SALAAM | 25-26 JUILLET 2023

REMERCIEMENTS

Cette note technique fait partie d'une série compilée pour le premier Sommet des chefs d'État sur le capital humain en Afrique (juillet 2023), qui met l'accent sur l'importance de l'investissement dans les jeunes en tant que moteur essentiel de la productivité et de la croissance, comme le montrent la littérature récente et l'expérience des pays. Les auteurs et contributeurs de l'équipe technique du Sommet sont : Abdo Yazbeck, Alex Twinomugisha, Amanda Devercelli, Anne Bakilana, Changha Lee, Ernest Massiah, Fanen Ade, Fatima Naqvi, Huma Kidwai, Inaam Ul Haq, Kebede Feda, Maheshwor Shrestha, Maletela Tuoane, Maria Gracheva, Martin De Simone, Meskerem Mulatu, Mohamed Jelil, Ritika Dsouza, Robert Chase, Rogers Ayiko, Samer Al-Samarrai, Sara Troiano, Shawn Powers, Somya Bajaj, Silas Udahemuka, Srividya Jagannathan, Tekabe Belay, Yared Mekonnen. La rédaction et la conception graphique ont été réalisées par Enó Isong et William Ursenbach.

OBJECTIF ET CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

La présente série de notes techniques sur le capital humain en Afrique est une synthèse des recherches et des données existantes dont l'objectif est de mettre en lumière des recommandations politiques utiles et pertinentes. Les constatations, interprétations et conclusions qui y sont présentées sont exclusivement celles des auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement les opinions du Groupe de la Banque mondiale, de ses administrateurs ou des gouvernements qu'ils représentent. Toutes les notes de la série sont accessibles à l'adresse suivante : www.worldbank.org/en/events/2023/07/25/africa-human-capital-heads-of-state-summit



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE